

DOSSIERS ET REPERES

De la sécurité au travail Page 4

"Ne vous demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, mais demandez vous ce que vous pouvez faire pour votre pays"
(John Fitzgerald Kennedy)

Potentiel

Agenda des affaires

N°0027 du jeudi 30 octobre 2014

5 000 exemplaires

JOURNAL DE PROMOTION ECONOMIQUE, SOCIALE ET COMMERCIALE

500 F CFA

LES DÉFIS DE L'EMERGENCE

L'Etat gabonais et le principe du contrôle

EDITORIAL



De nombreuses entreprises veulent atteindre la croissance mais ne se donnent pas toujours les moyens nécessaires pour atteindre cet objectif. En

effet, la croissance étant devenue depuis quelques années un objectif essentiel de développement, la création de valeur exigée par les actionnaires ne peut plus être obtenue, après des années de re-engineering et de réduction des coûts dont les limites semblent maintenant avoir été atteintes, autrement que par une croissance du chiffre d'affaire. Les stratégies poursuivies au cours de ces dernières an-

STRATEGIES DE CROISSANCE ET DEVELOPPEMENT D'ENTREPRISE

nées par les entreprises appartenant à des secteurs comme la pharmacie, l'automobile, l'informatique ou la distribution en témoignent largement. Pour mener à bien cette croissance, les entreprises sont emmenées à adopter des stratégies diverses : fusion, acquisition, diversification, intégration verticale, alliance...

Ainsi, pour atteindre véritablement l'objectif de croissance du chiffre d'affaire, il est question pour une entreprise, d'avoir une bonne compréhension des différentes stratégies possibles et en particulier de distinguer la direction poursuivie et le mode sélectionné pour atteindre un tel objectif.

Constant Oyono Ebang Obame



Pages 5 & 9

Le parlement gabonais pourrait réellement booster l'action sociale du gouvernement par un contrôle véritablement opérationnel.

Dans ce numéro :

ECONOMIE

Page 2



La 4G au Gabon

ECONOMIE

Page 2



Le premier forum sur le pétrole et le gaz : les enseignements

SOCIETE

Page 2



Prévention contre Ebola

FOCUS

Pages 6 & 7



L'IHEM, Ecole supérieure de référence au Gabon

POTENTIEL

HEURES D'OUVERTURE :

Matinée : 8h 00 - 13h 00 / Après midi : 14h 00 - 17h 00 Fermeture de dépôt des annonces le mardi après-midi auprès du service commercial sis derrière les eaux et forêts entrée face Promo Gabon. Tél. : 04 41 83 49

ACTUALITE

ECONOMIE

La 4G au Gabon

Le Gabon a fait son entrée dans l'ère de la 4G par le truchement de la maison de téléphonie mobile Libertis, mais les avantages de cette technologie sont encore méconnus par un grand nombre de personnes.

Depuis quelques temps, l'opérateur de téléphonie mobile gabonais Libertis a fait son entrée dans l'ère de la 4G, devenant ainsi le premier opérateur de ce domaine à proposer cette technologie en Afrique centrale. Seulement, force est de constater que plusieurs personnes ignorent encore cette technologie et les bénéfices qu'elles peuvent en tirer en l'utilisant dans un pays où le nombre d'internautes croît de façon exponentielle comme l'indique le dernier rapport de l'observatoire gabonais de l'internet qui fait état d'une hausse de 14% par rapport au premier trimestre de l'année écoulée. La 4G (quatrième génération) est la

dernière technologie en matière de téléphonie mobile. Elle succède à la 3G (troisième génération) ou UMTS (Universal Mobile Telecommunications System) dont la particularité est de permettre aux mobiles

SIM (Subscriber Identification Module). C'est par le canal de cette même technologie que des téléphones mobiles s'échangent pour la première fois des sms. Le GPRS (General packet radio service) qui est un prolon-

gement de la norme GSM permet d'augmenter le débit entre téléphones et réseaux. Plus pointue que les technologies précédentes en la matière, la 4G permet de surfer à vitesse grand V et utilise un débit pouvant aller jusqu'à 100 mégabits par seconde. Lors d'un appel, la voix circule directement sur le réseau internet (voix IP). De plus, il convient de dire que la 4G propose un débit 15 fois plus rapide. Pour télécharger de la musique à partir d'un téléphone en 3G, l'utilisateur a besoin de 10 secondes à 2 minutes. Or, pour la même chanson, à partir d'un Smartphone en 4G, le téléchargement est quasi systématique (une seconde). L'arrivée de cette technologie dans notre pays va sans doute booster l'économie gabonaise car il y aura certainement une explosion de vente des Smartphones adaptés à cette technologie et surtout un accroissement conséquent d'abonnés au réseau internet créant sans nul doute, une forte valeur ajoutée dans ce secteur où l'on a observé de très bons résultats au premier trimestre de l'année en cours.



Une vue des appareils adaptés à la 4G.

d'échanger rapidement des photos et de surfer sur internet à un débit élevé et à la 2G (deuxième génération) avec le Global System for Mobile communication (GSM) qui permet à chaque téléphone mobile d'être identifié par une carte

gement De la norme GSM permet d'augmenter le débit entre téléphones et réseaux.

Plus pointue que les technologies précédentes en la matière, la 4G permet de surfer à vitesse grand V et utilise un débit pou-

Steve MOUNGUENGUI

Les divers

NOUVEL INCENDIE À MONT-BOUET



Le marché de Mont-Bouet était encore dans les flammes le mardi 28 octobre dernier. Selon nos sources, l'incendie se serait déclenché aux environs de trois heures du matin. Aussitôt alertés, les populations ont tenté en vain d'éteindre les flammes qui s'étaient déjà propagées à une vitesse exponentielle. Le bilan est lourd, plusieurs magasins calcinés et des dégâts collatéraux importants. Ce nouveau drame pose une fois de plus, le problème de la sécurité dans le plus grand marché de la capitale gabonaise, souvent en proie à de mystérieux incendies.

ACCIDENT MORTEL À NZENG-AYONG



Un ressortissant ghanéen est mort des suites d'un accident de circulation à Nzeng-Ayong (fin gou-dron) dans le sixième arrondissement de Libreville. Selon les témoignages concordants, le chauffeur à bord d'un véhicule de type clando en provenance de Nkembo a littéralement heurté un poteau électrique en voulant éviter un enfant qui tentait de rejoindre l'autre côté de la voie. Conduit dans un hôpital de la place, l'infortuné a finalement succombé de ses blessures.

Georgie M.

ECONOMIE

Le premier forum sur le pétrole et le gaz : les enseignements

C'est le jeudi 23 octobre 2014 que le premier forum national sur le pétrole et le gaz a pris fin au stade de l'amitié d'Angondjé, dans la commune d'Akanda

Au terme de deux jours de travaux qui ont débuté le mercredi 22 octobre par une allocution du chef du gouvernement, Daniel Ona Ondo, qui a porté sur la valorisation du Gabon en tant que pays producteur de pétrole. Cette conférence qui a réuni les principaux acteurs locaux et internationaux de la filière, visait entre autres, à attirer, retenir les investissements et promouvoir le potentiel des hydrocarbures dans notre pays. Elle devrait également permettre aux leaders lo-

caux d'impliquer les investisseurs internationaux.

Durant deux jours, les experts (une vingtaine) ont débattu sur plusieurs thématiques dont le nouveau code des hydrocarbures, la facilitation du processus d'attribution des contrats pour assurer des relations optimales entre deux parties, l'industrie du pétrole, la protection de l'environnement, les attentes du ministère au niveau du transfert des technologies et de la formation, le renforcement des compétences nationales dans le secteur des hydrocarbures et les stratégies pour l'expansion de l'industrie du pétrole et du gaz.

«Ce forum visait donc à faire la promotion du Gabon dans le



Le premier ministre Daniel ONA ONDO prononçant le discours d'ouverture de Forum.

secteur du pétrole et du gaz. Il voulait surtout montrer ce que le Gabon réalise dans ce secteur et montrer au grand jour ses potentialités dans les activités du pétrole et du gaz», a souligné Etienne Ngoubou, ministre du pétrole et des hydrocarbures. Cette rencontre a

vu la participation des acteurs de la filière du pétrole et des hydrocarbures tels que Exxon Mobil, Shell, Total, Haliburton, Weatherford, Schlumberger, Petronas, Marathon oil, Hess, Ophir, Chevron Sogara, Maurel et Prom.

Dimitri AMVENE

SOCIETE

Prévention contre Ebola

Dans le but de protéger la population et l'économie du pays, les autorités gabonaises ont récemment annoncé une série de mesures à prévenir toute apparition du virus Ebola sur le territoire national. Ces mesures de prévention touchent aussi bien le plan épidémiologique que sécuritaire.

Avec la multiplicité des foyers d'infections de la maladie, le Gabon a élaboré un plan de prévention contre Ebola, dans le but d'éviter une nouvelle apparition de la maladie qui avait déjà touché le pays quelques années auparavant. Également appelée fièvre hémorragique, Ebola est une maladie provoquée par un virus. C'est une virose aigüe sévère

se caractérisant par une apparition brutale de la fièvre, une faiblesse intense, des céphalées et une irritation de la gorge. Elle se manifeste par des vomissements, de la diarrhée, une éruption cutanée, l'insuffisance rénale et l'hépatite et dans certains cas, d'une hémorragie interne ou externe. Le virus se transmet à l'homme par des animaux sauvages et se propage dans la population par voie interhumaine (touché, salive, sueur, spermatozoïde). Cette maladie est réputée être aujourd'hui la plus grave et la plus mortelle chez l'homme, avec un taux de létalité atteignant parfois 90%.

Le ministère de la santé a entrepris dans le cadre de la lutte contre la fièvre épidémi-

ologique Ebola, un atelier de formation à l'endroit du personnel de santé et des volontaires de la croix rouge dans le cadre du renforcement des capacités opérationnelles de ce personnel en cas d'une irruption de cette maladie sur le territoire national. Considéré comme étant une urgence de santé publique de portée mondiale, le virus Ebola terriblement infectieux menace désormais plusieurs pays. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a déclaré cette épidémie comme étant une « crise internationale de santé publique » ce qui a amené les autorités gabonaises à accroître leur efforts dans la prévention et la sensibilisation des populations sur la conduite à tenir



Les membres de la croix-rouge en pleine sensibilisation sur les mesures de lutte contre Ebola.

face à cette maladie à virus Ebola.

A ce jour, au moins six souches distinctes du virus Ebola ont été identifiées en Afrique. Toutes ces souches du virus provoquent une forte et violente fièvre hémorragique qui est mortelle si elle n'est pas traitée avant une période estimée entre le 10e et le 21e jour. Il n'y a d'ailleurs aucune ga-

Le saviez-vous?

- 1% : C'est le pourcentage de personnes qui bégaiement dans le monde.
- 75 à 85% : C'est le nombre de sujets masculins atteints de bégaiement.
- 4% C'est : le pourcentage d'enfants qui bégaiement dans le monde.
- 95% : C'est le pourcentage d'enfants qui bégaiement avant l'âge de 7 ans.

La rédaction

rantie sur ces jours. Il tue invariablement toutes les couches de la population.

A ce jour, aucun cas de fièvre Ebola n'a été déclaré au Gabon. A titre de prévention, les autorités gabonaises ont notamment décidé de la suspension des vols en provenance des pays affectés par l'épidémie, la restriction de la délivrance des visas d'entrée au Gabon aux personnes en provenance des pays affectés par l'épidémie. Pour une meilleure protection contre la maladie, il est important de nous laver les mains au savon et à l'eau propre.

Georgie M.

GESTION D'ENTREPRISE

Le risque juridique du dirigeant d'entreprise

Depuis quelques années, en Afrique et dans le reste du monde, la grande presse se fait régulièrement l'écho de la mise en cause de dirigeants d'entreprises devant les tribunaux, notamment correctionnels, que ce soit dans le cadre de la sécurité du travail, d'utilisation de biens ou du crédit de la société ou d'autres contextes. Mais cette mise en cause est également parfois civile et, dans ce cas, ce sont les biens personnels du dirigeant qui sont visés souvent, que le demandeur soit partie civile à une action pénale ou que la responsabilité ait été mise en cause uniquement devant le tribunal du commerce. Le risque pour le dirigeant est également souvent grand en cas de défaillance de l'entreprise et certains exemples récents au Gabon, au Cameroun ou en France le montrent d'évidence.

Partant de ce postulat, nous pensons qu'un dirigeant d'entreprise se doit d'intégrer la réflexion juridique comme principe de pilotage dans le processus d'élaboration de sa prise de décision économique ou stratégique, faute de quoi il met en jeu l'avenir de son entreprise et son avenir professionnel. Et c'est la quintessence de notre propos du jour.

PROBLÉMATIQUE DU RISQUE JURIDIQUE

Il est une évidence que toute prise de décision par un dirigeant d'entreprise doit prendre en compte le risque juridique. "Il n'existe de profit qu'en contre partie du risque d'entreprendre, mais ce jeu ne doit pas être celui de la roulette russe" affirme François Lenglant, professeur au groupe HEC. En effet, combien de décisions sont prises dans les entreprises sans que l'analyse juridique soit suffisante ?

Le risque juridique doit être analysé sous tous ses angles. Certains aspects sont généralement connus par les dirigeants mais nécessitent cependant qu'on s'y attarde un peu. Le premier élément dont il est tenu compte est la variabilité du droit, tant dans l'espace que dans le temps. La norme

de droit est une norme définie par une autorité dont le non-respect est sanctionné. Et l'effet de la norme juridique étant limité par la sphère géographique de compétence de l'autorité émettant la règle, on peut sans risque de se tromper affirmer que "ce qui est vrai d'un côté de la frontière ne l'est pas toujours de l'autre" pour engager personnellement un dirigeant au sens où le droit l'entend si tant est que les concepts juridiques sont précis et leur mise en œuvre résultant d'une technique rigoureuse peut varier dans le temps et dans l'espace, instabilité que le dirigeant doit prendre en compte pour construire sa déci-



Toute décision d'entreprise est une décision juridique.

sion. Le conseil, juriste d'entreprise ou avocat pourra d'ailleurs l'y aider en montrant le chemin qui permet d'atteindre le but en ayant limité et quantifié le risque. "Toute décision d'entreprise étant une décision juridique, l'action d'entreprise s'inscrit dans le droit. Et ceci d'autant que les disciplines de gestion sont fondées sur l'analyse des conséquences futures des décisions actuelles".

LA RESPONSABILITÉ "POLITIQUE"

Le dirigeant de société est soumis à un premier type de responsabilité qui peut être qualifié de "politique". Il a été nommé et donc court le risque naturel de se voir révoqué par l'instance de désignation. Mais pour analyser la responsabilité du dirigeant, il est nécessaire d'en définir les contours. Les sociétés ont des organes (Conseil d'administration, Comité de surveillance...) qui sont en général définis par la loi.

Les pouvoirs et les obligations de ces organes sont strictement encadrés et le choix de la forme sociale détermine les différentes conditions d'exercice des pouvoirs de direction - mandat social et/ou contrat de travail par exemple. Ainsi, à côté des dirigeants de droit qui sont nommés conformément à la loi, le droit, qu'il s'agisse de la loi ou de la pratique jurisprudentielle, a créé la notion de dirigeant de fait. Le dirigeant de droit est la personne physique ou morale, nommée à ces fonctions conformément à la loi. Le dirigeant de fait est toute personne physique ou morale ayant la capacité autonome d'engager

la société. Ces deux notions sont fondamentales dans l'examen de la situation de chacun, notamment au niveau de la responsabilité personnelle car, le dirigeant de fait dans nombreux cas, encourt la même responsabilité que le dirigeant de droit. Même si, en ce qui concerne le dirigeant de droit, la situation dépendra de la forme sociale de l'entreprise.

Dans tous les cas, entre la révocation *ad rutum*, c'est-à-dire sans motif, sans préavis et sans indemnités de l'administrateur de société anonyme par exemple et la révocation sur justes motifs du Directeur général, la différence est grande. Et le choix doit être effectué suivant la position que l'on envisage d'avoir dans la société.

Dans notre prochaine parution, nous soumettrons à votre lecture, "la responsabilité pécuniaire et pénale du dirigeant d'entreprise".

Constant Oyono Ebang Obame

Potentiel brèves

DÉBAT SUR LA TUTELLE DU BAC



Estimant que le baccalauréat est le premier diplôme de l'enseignement supérieur car conditionnant l'accès aux universités publiques et grandes écoles, le Syndicat national des enseignants-chercheurs (Sneec) qui a effectué samedi 25 octobre 2014 sa rentrée syndicale, a promis, par le biais de son président national, Jean-Rémi Yama, d'engager des discussions avec les autorités de l'Education nationale pour que les enseignants du supérieur puissent être désormais des présidents de jury lors des délibérations du Bac.

DETTE INTÉRIEURE : OU EN EST LE GOUVERNEMENT ?



Si les différents ministres en charge du Budget ont chacun dit leur volonté de retrouver la confiance des entrepreneurs, une récente rencontre entre Christian Magnagna et la Confédération patronale gabonaise (CPG) a laissé apparaître comme un malaise. Pour cause : 2 ans après la dernière réduction de la dette de l'Etat vis-à-vis de plusieurs entreprises exerçant sur le territoire national, le climat est resté quelque peu tendu entre les patrons et les autorités. Une sorte de doute s'est désormais installée dans l'esprit des premiers qui accusent les seconds de ne pas tenir leurs engagements sur la question relative au paiement de la dette.

FOIRE AGRICOLE DE LIBREVILLE : ACTE 2



Comme l'année dernière, le gouvernement gabonais organise, du 30 octobre au 2 novembre 2014, la deuxième édition de la Foire agricole de Libreville. Le lancement officiel de ces quatre jours d'échange d'expériences, de publicité, de commercialisation des produits agricoles «made in Gabon», se fera le jeudi 30 octobre 2014 par le Premier ministre, Daniel Ona Ondo. Cette rencontre donne l'opportunité aux acteurs de tous les métiers de ce secteur, ainsi qu'aux entreprises qui y opèrent, d'exhiber leur potentiel. Pour cette 2ème édition, le stade de l'Amitié d'Angondjé sera le théâtre de l'événement.

Dimitri AMVENE

DOSSIERS ET REPERES

De la sécurité au travail

La sécurité, la santé et l'amélioration des conditions de travail sont un domaine à part entière de la gestion des ressources humaines. Une très grande cohérence doit être recherchée entre les actions menées dans les divers domaines avec une attention particulière portée aux impacts en termes de sécurité et hygiène de travail qui contribuent à la performance globale et à la création de valeur en entreprise.

Pourquoi faut-il une politique de prévention des risques dans un pays ? tel est notre propos du jour dans le cadre de notre rubrique.

Le bureau international du travail (BIT) est convaincu que les accidents du travail et les maladies professionnelles doivent être prévenus. Et pour y parvenir, il est nécessaire d'agir au niveau international, régional, national et à celui de l'entreprise.

Nous constatons qu'il existe une situation permanente de risque potentiel sur la santé liée en milieu professionnel.

Ses risques sont de deux natures :

- Les risques traditionnels ;
- les risques nouveaux.

La sécurité, la santé et l'amélioration des conditions de travail sont des domaines où les attentes des salariés, les revendications syndicales, les incitations des pouvoirs publics se

conjuguent pour engager les entreprises à mener une politique active de prévention et d'amélioration des conditions de travail dans les entreprises. Elles contribuent à la performance globale et à la création de la valeur ajoutée.

LES RISQUES TRADITIONNELS

Tout travail présente des risques pour le salarié. Dans le cadre du travail en entreprise, le salarié peut être victime d'accidents divers :

- Accident du travail : pour être reconnu comme tel, il doit présenter les caractéristiques suivantes : soudaineté (soudainement, d'une façon soudaine, subitement), déroulement lors du travail ;

- Accident du trajet : il survient lors du trajet aller ou retour entre le lieu de travail et le lieu de résidence, ou le lieu de travail et le lieu du déjeuner. Est aussi considéré comme accident du travail, l'accident qui survient au travailleur au cours du voyage dont les frais sont pris en charge par l'employeur ;

- Maladie professionnelle: elles sont inscrites dans un tableau des maladies professionnelles.

- Autres risques traditionnels tels que : le harcèlement sexuel et moral ;

Harcèlement sexuel :

Il y a harcèlement sexuel lorsqu'une personne fait subir à un salarié ou à un candidat à l'embauche des contraintes ou

des pressions en vue d'obtenir des faveurs de nature sexuelle. Cela peut prendre la forme d'ordre, de menace, de représailles, de chantage à l'embauche, des promesses.

Harcèlement moral :

Il y a harcèlement moral lorsqu'une personne à l'encontre d'un salarié a des agissements répétés ayant pour objet ou pour conséquence une dégradation des conditions de travail susceptible de porter atteinte à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale, ou encore de compromettre son avenir professionnel.

Dans toute entreprise, le harcèlement sexuel et moral sont interdits et les dispositions doivent être affichées sur le lieu de travail.

Les victimes de harcèlement peuvent avoir le recours à l'inspection du travail pour faire cesser le harcèlement dans les entreprises et peut demander la réparation du préjudice subi.

Elles peuvent également déposer une plainte pour des sanctions pénales, allant jusqu'à un emprisonnement et des amendes.

Malgré de nombreux efforts, notamment dans les pays développés, il est consacré à la prévention des risques professionnels, beaucoup d'attention et des moyens. Les risques traditionnels continus à faire de nombreuses victimes.

Autrement dit les coûts des accidents du travail et des maladies

professionnelles demeurent très élevés même dans les pays développés. Les coûts globaux des risques sont de 4% du produit intérieur brut d'un Etat.

LES RISQUES NOUVEAUX

A coté des risques anciens, les progrès technologiques dues à la recherche fondamentale et appliquée, la mondialisation de l'économie entraîne la parution des produits nouveaux et des nouvelles formes d'organisation du travail.

C'est le cas de l'outil informatique qui est à l'origine de la posture de charge musculaire de position de la tête et de la nuque et en fonction de la hauteur de l'outil informatique qui provoque aussi des contraintes musculo-squelettiques, visuelles chez les opérateurs sur écran de visualisation avec apparition d'infection cervicale, des céphalées, de dorsalgies, de fatigue, d'irritation des yeux et baisse de l'activité visuelle.

LES PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUES

L'exposition du salarié en entreprise à des substances qui existent sur le lieu de travail constituent, des facteurs professionnels :

- La nature de l'entreprise et de ce quelle produit ;
- La localisation géographique;
- Le type de travail effectué ;
- L'outil de production ou du facteur humain ;

- Le port de charges lourdes ;
- L'effort excessif etc....

LA PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

Afin de supprimer ou réduire ces risques, l'employeur doit assurer la sécurité des salariés et protéger leur santé physique et mentale tout en prenant des mesures appropriées. La prévention consiste à éviter des risques, combattre les risques à la source, adapter le travail à l'homme, tenir compte des évolutions techniques et technologiques, remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou ce qui l'est moins.

Outre l'obligation de faire respecter les consignes de sécurité, l'employeur doit mettre en œuvre des actions de prévention appropriées. Ces mesures de préventions impliquent :

- l'amélioration des situations existantes ;
- la mise en œuvre des mesures de protection individuelle et collective ;
- la prise en compte des changements susceptibles d'intervenir ;
- la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés c'est-à-dire la conception des postes de travail et de production, les relations sociales ;
- l'organisation d'actions de prévention, d'information et de formation et leur planification.

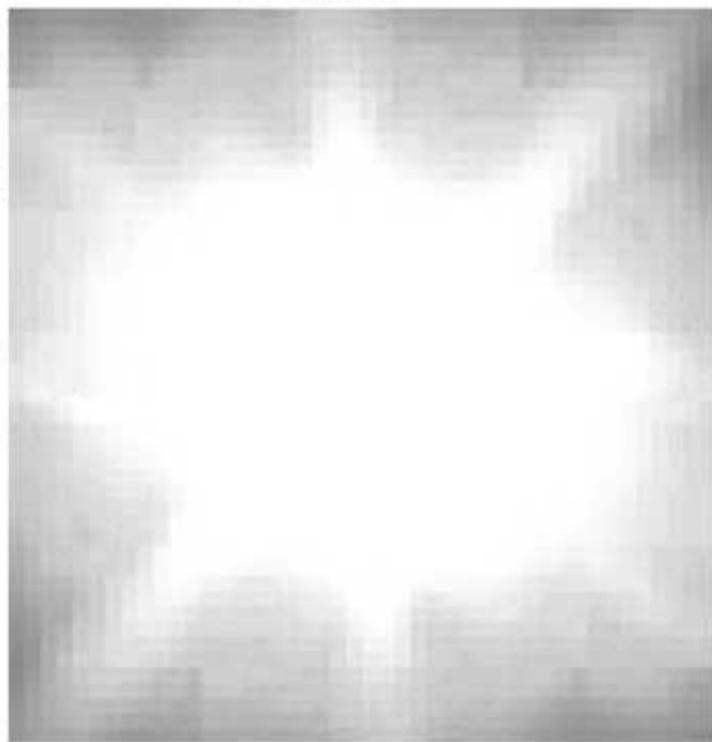
**Fidèle Kanissa ,
Expert consultant en GRH**

VIENT DE PARAÎTRE AUX EDITIONS DU CENAREST

Constant OYONO

Poésie

ODYSSÉES



A méditer

Les Editions du CENAREST
Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique

ODYSSÉES

Constant OYONO

"Intervention divine, intervention de la Suprématie. Et Dieu nous parle, tantôt d'une façon, tantôt d'une autre." (NZAME A LERE)

Le titre du recueil « Odyssees » véhicule l'idée de mobilité, de déplacement mais aussi et surtout de conversion, c'est-à-dire une quête destinée à quitter un point initial (l'obscurité, le silence et la mort) pour une étape finale faite de lumière, de proximité parfaite et de communion intime avec Dieu dispensateur de dons et distributeur de talents.

Le poète gabonais Constant OYONO, à travers cette production de l'Esprit, désire rendre possible l'invention d'un avenir radieux dans une société africaine postcoloniale aux prises avec un passé humiliant (esclavage) et un présent aride (sous-développement). Pourquoi ? Parce que les hommes qui peuplent le Berceau de l'humanité ont oublié l'essentiel : ce que signifie être Homme. Le principal mérite du recueil est de réparer une des principales faillites des systèmes éducatifs africains trop tournés vers l'acquisition et la maîtrise de la science au détriment de la croissance de la conscience des apprenants, feignant d'oublier que « science sans conscience n'est que ruine de l'âme » !



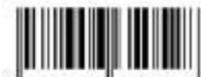
Constant OYONO est de nationalité gabonaise. Titulaire du diplôme de Master of Business Administration (MBA) en gestion des entreprises et des administrations, il est aujourd'hui Fondateur et Administrateur Directeur Général d'un groupe de huit (8) sociétés dont l'Institut des hautes études de management - IHEM, Le lycée privé de l'excellence - LPE, Le Complexe scolaire bilingue Bourgeois Dauphines - CSBD,

le Cabinet d'expertise en management de la communication - CEMAC Consulting, le journal Potentiel et Africa BTP Engineering à Libreville.

Sa vision de l'éducation est de faire de l'homme africain, un être capable de se tenir spirituellement sur les fondements de la Vérité de l'Etre et de relever les défis de la mondialisation et de la globalisation des échanges, la culture spirituelle étant une clé pour le développement personnel et collectif.

Educateur et encadreur de jeunesse, Constant OYONO est enseignant des sciences de gestion et demeure depuis 1986, animateur de conférences, de séminaires et de forums sur des thèmes tout aussi variés que politiques, économiques, sociaux, culturels et sportifs.

Odyssees, ouvrage d'économie et de traitement spirituel, est son premier recueil de poèmes.



ISBN : 978-2-35665-052-8
EAN : 9782356650528
Prix : 12 000 F CFA

LES DEFIS DE L'EMERGENCE

POLITIQUE SOCIALE

L'Etat gabonais et le principe du contrôle

Le 16 octobre 2014, le parti démocratique gabonais et son leader Ali Bongo Ondimba ont fêté le cinquième anniversaire de son accession à la magistrature suprême. Cet anniversaire a été célébré avec les seuls militants du PDG auxquels se sont ajoutés quelques leaders de partis membres de la majorité. Pendant ce temps, les analystes et autres observateurs se sont mis à s'interroger sur son bilan cinq ans après, quasiment à vingt-trois mois de la fin du mandat. En fêtant donc le jeudi 16 octobre le 5ème anniversaire de son accession au pouvoir, l'idée de faire un bilan à mi-parcours a été tentant et peut être réaliste. La tentative d'énumération de ce que le Chef de l'Etat a déjà réalisé en 5 ans, pourrait néanmoins permettre à chacun de se faire une idée de la volonté d'ABO de tenir ses promesses afin de rassurer les uns et les autres sur les choix et les objectifs qu'il s'est assignés.

En effet, s'il est difficile de porter un jugement uniquement sur un mandat, il l'est encore plus en tentant de le faire en cinq ans, c'est-à-dire à plus de la moitié d'un premier septennat. Mais, de toute évidence, aucun chef d'Etat dans le monde n'est arrivé à boucler en un seul mandat le programme qu'il a présenté à ces concitoyens lorsqu'il brigait leurs suffrages. Et Ali Bongo Ondimba ne fait pas exception à cette évidence universelle. Ce qui nous oriente, bien sûr, sur une des réformes qu'il a engagées au début de son magistère, à savoir la mise en place de plusieurs organes de régulation et de contrôle des politiques publiques : les agences publiques. Notons que la transformation des administrations en agences est une tendance forte de la nouvelle gestion publique.

Rappelons d'abord qu'une agence publique est un démembrement de l'Etat (une entité publique autonome) chargé de la réalisation d'une mission d'intérêt général. Le terme agence publique peut désigner une multitude de statuts publics, privés ou mixtes.

Bien que les missions des

agences puissent être les mêmes que celles des administrations, leurs statuts et ainsi que la conclusion de partenariats avec les collectivités territoriales ou les ac-



Mme Rose Francine Rogombe, Président du SENAT.

leurs missions sont différentes. Ainsi une agence publique bénéficie d'une autonomie de gestion vis-à-vis de sa tutelle et d'une spécialisation de ses missions. En général, les agences publiques emploient du personnel de droit commun. D'un point de vue de l'organisation, l'administration classique mise sur l'intégration (mutualisation des moyens) lorsque l'agence publique mise sur la spécialisation.

Pour le Conseil d'Etat français, l'agence se définit par deux critères cumulatifs : l'autonomie (le pouvoir exécutif n'intervient pas dans sa gestion courante mais définit les orientations politiques qu'elle doit mettre en œuvre) et l'exercice d'une responsabilité structurante dans la mise en œuvre d'une politique publique. En vertu de cette définition, une agence peut relever de différents statuts (essentiellement établissements publics nationaux, services à compétences nationales, groupements d'intérêt public et opérateurs de l'Etat). L'approche de l'IGF est beaucoup plus large, elle englobe la totalité des entités relevant de ces statuts, ainsi que les autorités administratives indépendantes. Fin 2010, le Conseil d'Etat recense 103 agences, l'IGF en dénombre 1 244.

La création d'une agence peut présenter plusieurs avantages : faciliter le recrutement de compétences inhabituelles dans les services de l'Etat,

teurs de la société civile, etc. Toutefois, le Conseil d'Etat et l'IGF relèvent que la plupart des agences ont été créées de façon ponctuelle, sans réflexion sur la cohérence d'ensemble de l'action de l'Etat. Aussi, des problèmes de gestion publique se posent désormais :

- une fois créée, une agence a tendance à perdurer, y compris lorsqu'elle avait vocation à être temporaire,
- dans certains champs de politiques publiques, les acteurs apparaissent nombreux et la répartition des compétences imprécises,

Par ailleurs, les administrations centrales peinent à exercer leur rôle de pilotage des agences, car elles ne disposent pas toujours des compétences adaptées à l'exercice des fonctions stratégiques de conception, de contrôle et de d'évaluation. Enfin, les effectifs et moyens financiers engagés par les agences ne sont pas soumis aux contraintes budgétaires imposées aux administrations centrales. Face à ce constat, le Conseil d'Etat et l'IGF recommandent notamment de renforcer la tutelle stratégique de l'Etat et de mieux encadrer le recours aux agences.

Il est peut être nécessaire d'évoquer le fonctionnement de ces nouveaux outils qui font tendance aujourd'hui dans les Etats qui aspirent à l'émergence économique et sociale. Ainsi, la tutelle fixe à

l'agence publique des objectifs et des moyens. Le directeur de l'agence est alors chargé de la réalisation des objectifs à partir du budget qui lui a été alloué. Ce changement de gestion consacre le passage d'une logique de moyens à une logique de résultats. Les agences sont spécialisées sur une ou plusieurs missions, à la différence des administrations qui en mènent plusieurs de front.

Par ailleurs, la mise en place d'agence s'accompagne souvent de réformes comptables (comptabilité d'engagement notamment) permettant de calculer le prix de revient des services rendus. De nombreux pays ayant entamé une réforme de l'Etat ou une révision générale des politiques publiques ont transformé une partie de leur administration en agences. On considère que celles-ci gèrent mieux les politiques publiques que les administrations traditionnelles.

Leur mise en place s'accompagne souvent de suppressions d'emplois dans la fonction publique du fait des gains de productivité qu'elles génèrent. C'est pourquoi, en

possibilité d'attribuer plus de pouvoir aux gestionnaires, d'échapper à des contraintes de gestion du personnel ou de jouer le rôle de fournisseur de service partagé entre plusieurs administrations.

Selon l'analyse d'Allen Schick, l'organisation administrative classique reflétait l'opinion dominante passée qui voulait que les organisations intégrées et encadrées soient plus efficaces que les unités fragmentées et autonomes. Toutefois, les réflexions actuelles sur les organisations intégrées poussent à penser que ce genre d'organisation manquant d'initiative est peu réactif et est peu adapté au changement. L'acquisition de l'autonomie par ces entités administratives permet de les libérer du « carcan » ministériel, et les agences développeraient une meilleure capacité d'adaptation et d'une plus grande réactivité.

Au regard de ce qui précède, il est souhaitable que l'on jette un regard froid, dénué de toute idéologie, sur les organes de régulation et de contrôle créés au lendemain



M. Guy Nzouba Ndama, Président de l'Assemblée nationale

général, les syndicats de fonctionnaires s'opposent à leur mise en place.

Quels sont alors les avantages des agences par rapport aux administrations ?

Pour Allen Schick, le fonctionnement par agence permet aux administrations de s'affranchir d'un certain nombre de contraintes statutaires. Elles offrent par exemple la

de l'accession du Président Ali Bongo Ondimba à la tête de l'Etat. Entre autres agences, il y a les agences en charge respectivement des grands travaux, des bourses et stage, de l'eau et de l'électricité, des parcs nationaux, du numérique et de l'informatique, de l'urbanisme et du cadastre, du climat et de l'environnement...

La question qui doit être

(suite en page 9)

L'IHEM - Institut des Hautes Etudes de Management en abrégé L.H.E.M. est un établissement privé d'enseignement supérieur de gestion des entreprises et des administrations, sous régime LMD, reconnu par l'Etat.

L'Ecole supérieure de ré

L'IHEM - Institut des Hautes Etudes de Management en abrégé L.H.E.M. est un établissement privé d'enseignement supérieur de gestion des entreprises et des administrations, sous régime LMD, reconnu par l'Etat.

Fondée en septembre 2005 par M. Constant OYONO EBANG OBAME, cette Ecole offre aux étudiants, un enseignement pluridisciplinaire entièrement consacré aux études économiques et commerciales et constituant, une véritable synthèse de connaissances dans le domaine du Management des entreprises et des administrations à partir d'une unité de conception et de méthode induisant une forte complémentarité du corps professoral et une large possibilité d'options offertes aux étudiants.

L'IHEM entend donner aux étudiants venant de tous les horizons, une formation reposant sur un parcours prestigieux et conduisant à des postes à hautes responsabilités dans les administrations nationales, les organisations internationales, les entreprises industrielles, commerciales ou de service, les banques et les sociétés d'assurance ou de conseil, les cabinets juridiques ou la création de leurs propres entreprises.

Et c'est pourquoi, l'Ecole a initié une politique de coopération avec un certain nombre d'universités et d'Ecoles en Afrique (Université de Douala - Cameroun), en Europe (Neoma Business School - France) et en Amérique du nord (ESG-UQUAM - Canada). L'IHEM qui croit que la formation technique et professionnelle doit s'accompagner à part égale de la culture générale, entend former des professionnels capables de maîtriser les nouveaux courants économiques et commerciaux et ayant une bonne ouverture intellectuelle, nécessaire à tout décideur.

A cet effet, des formations de premier, second et troisième cycles sont proposées conduisant à une diplomation homologuée par l'Etat, à finalité technique et professionnelle, à savoir :

- Le Bachelor ou Licence professionnelle en trois (3) années après le Baccalauréat (Cycle normal : 180 crédits) ou en 1 année après le DUT (Cycle spécial : 60 crédits) ;
- Le Masterou DESS 2 en deux (2) années après la Licence (Cycle normal : 120 crédits) ou en une (1) année après la Maîtrise d'université (Cycle spécial : 60 crédits) ;
- L'Exécutive MBA (Master of Business Administration) en deux années après le Master 2, le DESS ou le DEA (Cycle normal : 120 crédits) ou en une année (Cycle spécial : 60 crédits) ;
- Le Doctorat en une (1) année après l'Exécutive MBA

Le modèle de formation que développe l'IHEM, un modèle internationalement reconnu pour le Management de haut niveau, est basé grosso modo sur deux grands principes :

- Une sélection rigoureuse des candidats;
- Une volonté d'excellence académique en prise directe avec la réalité de la vie professionnelle.

PROGRAMME DE BACHELOR SPECIALISE OU LICENCE PROFESSIONNELLE

Le programme de Bachelor ou Licence professionnelle qui s'étend sur une année est d'abord recommandé aux professionnels, fonctionnaires et aux détenteurs d'un diplôme supérieur (DUT ou l'équivalent, LP 2 soit BAC + 2) en activité de préférence et ayant des connaissances en marketing, commerce, finance, gestion, comptabilité, communication, administration et informatique.

Ensuite, les élèves détenteurs du baccalauréat, toutes séries confondues, peuvent y être inscrits pour une formation d'une durée de trois (3) années avec la possibilité de passer le DUT en LP 2.

Le programme de Bachelor a pour thème général, les rapports entre l'entreprise ou l'administration et le management. De là, découlent ses deux caractéristiques :

- C'est un programme d'initiation : il a pour objet d'introduire au langage, au raisonnement et aux grandes divisions managériales, de rendre familier le monde du management ;
- C'est un programme de synthèse: partant de l'idée que les différentes disciplines managériales applicables à l'entreprise et d'abord le marketing, ne se comprennent bien qu'à partir de solides connaissances en gestion, il lie en permanence, l'étude de cette discipline aux autres disciplines: commerce, communication, administration, finance et comptabilité.

En tout, il comporte, tous les éléments d'une bonne formation en Gestion des entreprises et des administrations dont les options proposées sont:

- 1 - Information et Communication. Options : Communication d'Entreprise* / Marketing communication**.
- 2 - Gestion commerciale. Options : Techniques de commercialisation* / Commerce international* / Douane transit* / Gestion logistique et transport ** Management des unités commerciales* / Marketing et commerce international**.
- 3 - Gestion financière et comptable. Options : Comptabilité gestion* / Banque finance* / Finance comptabilité** / Banque assurance* / Assurance* / Audit et contrôle de gestion financière***.
- 4 - Gestion administrative. Options : Administration générale* / Administration diplomatique et consulaire** / Administration des affaires maritimes** / Administration scolaire et universitaire** / Administration du travail**.
- 5 - Gestion de la sécurité sociale**.
- 6 - Gestion des ressources humaines**. Options : Gestion du personnel* / Administration du personnel** / Audit et contrôle de gestion sociale***.
- 7 - Gestion touristique. Options : Gestion touristique et hôtelière* / Gestion touristique et environnementale** / Tourisme international**.
- 8 - Droit des affaires et carrières juridiques **. Options : Assistant juridique** / Conseil juri-

- dique**
- 9 - Gestion et administration des institutions hospitalières
- 10 - Gestion et administration des collectivités locales
- * DUT
- ** Licence professionnelle
- *** Master

LE MASTER'S IN MANAGEMENT, L'EXECUTIVE MBA ET LE DOCTORAT

Le programme de Master's de l'IHEM qui s'étend sur dix huit (18) mois est d'abord recommandé aux personnes titulaires d'un diplôme de Bachelor ou Licence professionnelle ayant de bonnes connaissances en matière de gestion. Il peut s'étendre également sur neuf (9) mois dont trois en stage pour les élèves titulaires d'un diplôme de Maîtrise d'université.

L'Exécutive MBA - Master of Business Administration s'étend sur 18 mois de formation dont 9 mois de recherche et reçoit des étudiants titulaires d'un Master 2 professionnel de recherche. Le Doctorat quant à lui s'étend sur une année après l'Exécutive MBA

Il s'agit de former des cadres spécialistes du Management, capables de mener à bien des missions de diagnostic, de planification et de conception des systèmes de gestion, d'organisation des entreprises et de maîtrise des processus décisionnels.

Cette formation en même temps généraliste et spécialisée au Management de haut niveau repose sur cinq principes:

- Stimuler les capacités intellectuelles;
- Favoriser le développement personnel;
- Produire des décideurs opérationnels capables d'assurer un haut niveau de responsabilité;
- Renforcer l'adaptabilité et la mobilité des dirigeants de demain;
- Développer et acquérir une vision internationale.

Cette formation met donc l'accent sur la gestion conçue comme un processus intégré et exige de la part des étudiants, une perception globale de l'environnement économique, technique, culturel et éthique de l'entreprise.

ORIENTATION ET PLACEMENT

Le service information et orientation de l'IHEM sur les filières de formation et les carrières offre des prestations visant à assurer des relations optimales entre les diplômés et les entreprises :

FRAIS DE SCOLARITE

CYCLES	D.U.T.	BACHELOR / LICENCE PROFESSIONNELLE	MASTER'S 1 & 2	MBA	DOCTORAT
Frais de scolarité	Jour ou soir cycle normal	Cycle spécial	Cycle spécial / Cycle normal	Cycle spécial	Cycle spécial
Inscription	90.000	90.000	90.000	90.000	90.000
1 ^{er} option	540000	720 000	900 000	1200 000	1800 000
2 ^{ème} option	270000 x2	360 000 x 2	450 000 x 2	600 000 x 2	900.000 x 2
3 ^{ème} option	180000 x3	240 000 x 3	300 000 x 3	400 000 x 3	600.000 x 3
4 ^{ème} option	90000 x6	120 000 x 6	150000 x 6	200 000 x 6	300.000 x 6
5 ^{ème} option	70000 x8	90000 x 8	115000 x 8	-	-

PIECES A FOURNIR POUR L'INSCRIPTION

1. Lettre de motivation du candidat adressée à l'Administrateur Directeur Général l'IHEM ;
2. Copie légalisée de l'acte de naissance ;
3. Copie légalisée de diplôme du Bac, du DAEU, du D.U.T. / B.T.S. / D.T.S, de la Licence, la Maîtrise, du DEA, du Master 2, du MBA ou l'équivalent ;
4. Attestation d'expérience professionnelle pour les travailleurs ;
5. 4 Photos d'identité ;
6. Frais d'inscription + 1er versement selon l'option choisie ;
7. Frais de mutuelle junior entreprise : 20 000 F CFA (payable à l'inscription) ;
8. Uniforme scolaire (2 tenues + polo) : 100 000 FCFA ;
9. Frais d'examen de fin d'année : D U T : 60 000 FCFA ; Licence professionnelle : 80 000 FCFA ; Master 2 : 100 000 FCFA ; Exécutive MBA : 200 000 FCFA ;
10. Frais de soutenance D U T : 50 000 FCFA / L P : 70 000 FCFA / Master : 100 000 FCFA / MBA : 200 000 FCFA / Doctorat : 300 000 FCFA.

PROFIL DES ENSEIGNANTS :

1. Agrégation
2. Doctorat 3^e cycle
3. DESS / DEA / Master (+ expérience professionnelle)

ENCADREMENT SCIENTIFIQUE : Cinq professeurs agrégés des sciences économiques et des sciences de gestion en plus de 15 maîtres assistants des universités.

En dehors de l'Administration, du Conseil scientifique et pédagogique, du Conseil de discipline, l'IHEM a mis en place une Commission d'homologation et de validation, un service information et orientation chargé des relations avec les opérateurs économiques, une association d'étudiants et d'anciens étudiants et une junior entreprise dénommée " Junior Entreprise Excellence "

L'IHEM
et ca
Il
après

Etudes de Management, Référence au Gabon



PARTENARIAT AVEC L'ETAT - BOURSIERS ACCEPTÉS

PREPARATION

AUX DIPLOMES D'ETAT DE:

DIPLOME UNIVERSITAIRE
DE TECHNOLOGIE - DUT

BACHELOR / LICENCE
PROFESSIONNELLE

MASTER / DESS

MASTER
OF BUSINESS

ADMINISTRATION - EXECUTIVE MBA

DOCTORAT

● Pôle des sciences de gestion

- Gestion commerciale, Communication marketing, Transit douane et Logistique transport
- Gestion touristique, hôtelière et environnementale
- Droit des affaires et Carrières juridiques
- Gestion financière, Banque assurance et Comptabilité
- Gestion administrative, Ressources humaines, Collectivités locales et Institutions hospitalières

● Pôles des sciences de la santé, et des sciences de l'industrie, ouverts dès l'année académique 2014 - 2015

L'IHEM, pour une bonne formation de proximité et l'excellence au service des générations !

Etablissement privé d'Enseignement supérieur de Gestion des entreprises et des administrations agréé par l'Etat

Contrat de partenariat N°00420/MENESTFPCJS avec le gouvernement gabonais

Campus A sis à STFO / Campus B sis aux feux tricolores de la Peyrie / Campus C sis derrière les eaux et forêts entrée face Promo Gabon
B.P. 26 764 Tél : 06 06 88 34 / 07 96 32 92 / 05 09 06 77

Libreville - Gabon

Site web : www.ihem-gb.org

forme pour l'insertion directe des techniciens
adres supérieurs sur le marché de l'emploi.
n'en demeure pas moins que les étudiants
le Master, puissent poursuivre leurs études
en MBA et Doctorat à l'institut

● Résultats satisfaisants aux examens de DUT,
Licence professionnelle et Masters.
Parce que le futur se formule au présent,
des professeurs d'universités et de grandes écoles
vous y attendent.

Ils ont dit...

"Je tiens à remercier monsieur constant Oyono pour m'avoir permis de bénéficier d'une formation de qualité au sein de l'IHEM..."



Kabayi Adrien, Licence de Communication Marketing, diplômé de l'IHEM, actuellement instructeur de communication sociale au ministère de la santé.

"Tous mes encouragements à l'IHEM qui m'a permis de recevoir une formation solide à travers des enseignants et des enseignements de qualité. Je suis entièrement satisfait de ma formation et je convie tous ceux qui désire avoir une formation supérieure de qualité à s'y inscrire."



Biesnade Bibouthou, Titulaire du Master de GRH et Responsable des relations publiques au Fonds routier

"Après une très bonne formation ponctuée par l'obtention d'une licence en Communication-Marketing à l'IHEM, je suis désormais employée chez Airtel Gabon."



Vanessa Dos Reis Kowe, Agent commercial à Airtel Gabon

"Grace aux enseignements que j'ai reçu à l'IHEM, aujourd'hui je suis fonctionnaire municipal et je gagne dignement ma vie."



Jaurès Molière Nzing, Licence de Communication Marketing, Fonctionnaire municipal

"J'ai reçu une excellente formation à l'IHEM qui me permet aujourd'hui d'assumer avec brio mes fonctions."



Hary Rakilo, Licence professionnelle, Conseiller au Conseil économique et social.

La rédaction

POTENTIEL ANNONCES

IMMOBILIER

VENTE

Vend Villa de 4 chambres, grand salon 2douches, 2wc. 250000000f a Nzenz ayong.. Tél: 06347284

Vend Villa en dur, chambres, salon, cuisine, WC et terrasse à Nzenz Ayong. 240000000fca à débattre. Tél: 06347284

Vend Immeuble sur 1500m² inachevé, 4 appartements de 2 chambres, salon, cuisine, douche et WC, 2 studios, 1 duplex, 3 chambres, plan de bornage, à Okala Ciciba. 2800000000fca à débattre. Tél: 04264698/06358237

Vend Villa 3 chambres, salon, cuisine, 2 douches et WC au quartier Razel à Owendo. 400000000fca. Tél: 05207948

Vend Maison en dur 3 chambres, salon, cuisine, douche, et WC à Nzenz Ayong. Prix : 30.000.000f. Tél : 06347284/ 03187739

Vend Maison en dur à l'ENS, 3 chambres, salon, cuisine, douche, et WC. 300000000fca. Tél: 06347284

Vend Maison en dur à Bel air Charbonnage, 2 chambres, salon, cuisine, 150000000fca à débattre. Tél: 06347284

Vend Maison en dur, 2 chambres, salon, cuisine, douche et WC interne, en bordure de la route secondaire à Sibang 3. 160000000fca à débattre. Tél: 06347284

Vend Maison en dur à l'ENS, 3 chambres, salon, cuisine, douche, et WC. 300000000fca. Tél: 06347284

Vend Immeuble à nzenz Ayang chez les sœurs. 3800000000fca. Tél: 06347284

Vend Immeuble à 2 niveaux avec 6 appartements et des studios a coté sur 1800m² de superficie. 400000000f à débattre avec titre foncié. Tél: :06347284.

TERRAIN

VENTE

Vend Terrain de 1500m² à Ntoun, 200000000fca à débattre. Tél: 06347284

Vend Terrain en bordure de la route à Owendo.. Tél: 06347284

Vend Terrain de 400m² à Montalier Nzenz Ayong. 100000000fca à débattre. Tél: 06347284

Vend Terrain 1500, à la 2ème cité oprag d'owendo port avec titre foncier à 28.000000f. Tél: 06347284

Vend Terrain 1200m² avec soubassement d'une maison de 4chambres après la cité amissa d'angondjé avec titre foncier 11000000f. Tél: 07852262.

Vend Terrain de 100m² à bel air au Charbonnage, 70000000fca. Tél: 06347284

Vend Terrain 1200m² avec soubassement d'une maison de 4chambres après la cité amissa d'angondjé avec titre foncier 11000000f. Tél: 07852262.

ELECTROMENAGER

VENTE

Vend Télévision de marque Samsung (provenance France) 43 pouces, 109cm. Tél: 06 25 39 79 / 06 52 90 20

AUTOMOBILE

VENTE

Vend 2 bus de 15 places de marque kia. Tél: 06253979.

Vend Touareg en bon état, 100000000fca à débattre. Tél: 06347284

Vend Toyota Prado en bon état, 60000000fca à débattre. Tél: 06347284



Pôle des sciences de la santé

IHEM/SSA

2014 - 2015

PREPARATION AUX DIPLOMES D'ETAT
EN SCIENCES DE LA SANTE :

- DUT en soins infirmiers
- DUT en soins de santé pédiatrique et infantile
- DUT en puériculture
- Licence professionnelle en soins infirmiers
- Licence professionnelle en biologie médicale
- Licence professionnelle en diététique
- Licence professionnelle en hygiène hospitalière
- Licence professionnelle de sage femme
- Licence professionnelle en sciences paramédicales
- Licence professionnelle en techniques pharmaceutiques
- Licence professionnelle en stomatologie

Date de la rentrée académique : lundi 01 septembre 2014

Campus B sis aux feux tricolores de la Peyrie
BP: 26764 TEL: 07963292 / 06068834 / 04607936
LBV/GABON
Site web www.ihem/gb.org

A. PRESENTATION GENERALE

La nécessité d'introduire le programme de Sciences de la santé s'est faite sentir depuis la fermeture des frontières des pays européens aux ressortissants africains en général et gabonais en particulier, et ce depuis 2010.

C'est pour répondre désormais à la demande sans cesse croissante de cadres moyens et cadres supérieurs en personnel de santé et paramédical dont le Gabon aura toujours besoin, que le Fondateur de l'IHEM a décidé d'ajouter à son offre de formation, en mettant en place un programme spécial IHEM/SSA qui est logé au campus B sis aux feux tricolores de la Peyrie.

IHEM/SSA est un programme complet d'enseignements de 1e et 2e cycles supérieurs consacrés notamment aux problèmes de :

- Epidémiologie et statistiques
- Biologie médicale
- Génie sanitaire
- Laboratoire médical
- Puériculture
- O.R.L.
- Ingénierie biomédicale
- Science dentaire
- Radiologie médicale
- Maintenance biomédicale
- Techniques pharmaceutiques
- Santé familiale
- Santé communautaire
- Planification de santé
- Services et soins infirmiers
- Santé de l'habitat et de l'environnement
- Santé reproductive
- Santé sexuelle
- Hygiène alimentaire et nutrition

Ce programme offre deux options :

- 1- Profil sciences infirmières et hospitalières

2- Profil Pédagogie des sciences de la Santé.

B. CONDITIONS D'ADMISSION

- Pour les élèves, être titulaire du Bac ou l'équivalent du Bac et adresser une lettre de motivation à l'Administrateur Directeur Général de l'IHEM.

- Pour les infirmiers, les praticiens paramédicaux en exercice, être titulaire d'un Bac en techniques infirmières d'école, d'hôpital ou l'équivalent et être aussi autorisé à exercer la profession et en fournir la preuve.

C. FRAIS DE SCOLARITE

Cycles	DESF DUT	LICENCE PRO	MASTER
Frais de scolarité	Jour ou soir	Cycle spécial	Cycle spécial/ cycle normal
Inscription	90.000	90.000	90.000
1ère option	540.000	720.000	900.000
2ème option	270.000x2	360.000x2	450.000x2
3ème option	180.000x3	375.000x3	300.000x3
4ème option	90.000x6	187.500x6	150.000x6
5ème option	70.000x8	90.000x8	115.000x8

D. PARTENARIATS AVEC L'ETAT

Notre partenariat avec l'Etat gabonais nous permet de placer nos étudiants en stage dans les centres hospitaliers universitaires sans oublier nos centres hospitaliers provinciaux et les dispensaires de santé scolaire et universitaire sur toute l'étendue du territoire national.

E. PARTENARIAT AVEC LES PRIVES

Les stages constituent une partie importante de la formation. C'est pourquoi l'IHEM/SSA est soucieux de vous proposer des lieux de stages très diversifiés tels que des laboratoires privés, les cliniques et les cabinets privés de soins de santé avec lesquels nous signons des conventions de stage.

Numéros utiles & urgences

SERVICES PUBLICS

- o Renseignements téléphoniques nationaux12
- o Renseignements téléphoniques internationaux16
- o Préfecture de police.....01 72 00 43 / 17 20
- o Dérangements téléphoniques.....19
- o Police secours.....177
- o SAMU et ambulances.....13 00
- o Infos sida.....13 13
- o Sapeurs pompiers.....01 74 09 55 / 18
- o CHU.....01 74 40 80
- o Gendarmerie nationale.....01 73 11 58
- o Permanence gendarmerie.....01 73 20 36
- o Police judiciaire.....01 72 09 51
- o Brigade anticriminelle.....01 72 00 43
- o SEEG dépannages.....01 76 73 73
- o Cabinet Préfet de police.....01 72 09 00

HOPITAUX ET CLINIQUES

- o Centre hospitalier de Libreville.....01 74 40 80
- o Hôpital de Nkumbo.....01 76 21 30
- o Fondation Jeanne EBORI.....01 73 27 71
- o Hôpital d'Instructions des armées01 79 00 00
- o Cabinet de Groupe.....01 74 32 32
- o Cabinet médical NOMBIE.....07 82 06 06
- o Clinique BIYOGHE.....01 74 29 62
- o Clinique des Cinq Palmiers.....01 74 31 40
- o Polyclinique CHAMBRIER.....01 76 14 68
- o Clinique Sainte Alice.....01 77 54 03
- o Clinique de la Paix.....01 72 14 69
- o Polyclinique EL RAPHA.....07 98 66 60
- o Union médicale.....01 73 70 85
- o S.O.S Médecin.....01 74 08 80
- o Hôpital Albert SCHWEITZER.....07 24 00 24

COMPAGNIES AERIENNES

- o Aéroport de Libreville (ADL).....01 73 62 44
- o Air France.....01 79 64 64
- o LUFTHANSA.....01 74 08 40
- o ROYAL AIR MAROC.....01 73 10 25
- o CAMAIR-CO.....05 73 76 20
- o Sénégal AIRLINES.....01 72 14 45
- o SOUTH AFRICAN AIRWAYS.....01 72 41 91
- o Air Nigéria.....01 17 60 37
- o AFRICA AIRWAYS BENIN.....01 72 29 71
- o SKY GABON S.A.....01 44 32 68
- o ETHIOPIAN AIRLINES.....05 93 16 60

COMPAGNIE FERROVIAIRE

- o SETRAG:.....01 70 80 60

PHARMACIES DE GARDE

- o Pharmacie de garde du PK6.....06 75 61 12
- o Pharmacie du beau séjour.....01 76 55 93
- o Pharmacie du commissariat central.....01 74 64 22
- o Pharmacie de nzenz-ayong.....05 19 02 79
- o Pharmacie de la Poste.....01 72 83 30
- o Pharmacie les Forestiers.....01 72 23 52
- o Pharmacie Sainte Marie.....01 74 00 52
- o Pharmacie d'Oloumi.....01 72 15 86

TRANSPORTS TERRESTRES

- o SOGATRA.....01 76 20 09
- o Transport TANKES.....01 74 48 99
- o Bitam Express.....07 53 66 42
- o MAJOR Transport.....07 43 54 09
- o La MOLVILLOISE Transport Plus.....07 40 43 54

LES DEFIS DE L'EMERGENCE

L'Etat gabonais et le principe du contrôle

POLITIQUE SOCIALE

(suite de la page 5)

posée tout en la débarrassant de tous oripeaux, est de savoir si tous les secteurs qui ont enregistré la création d'une agence en plus de l'administration publique, ont plus de performance qu'avant ?

Il faut admettre un frémissement dans plusieurs secteurs où certaines réalisations sont palpables en termes d'investissements structurants (routes, hopitaux, etc) et en termes de services. Mais l'opinion s'interroge encore si le peu réalisé jusque-là ne l'aura pas été sans ses organes de régulation et de contrôle ? De toute évidence, lesdits organes de régulation et de contrôle n'arrivent pas encore à convaincre la communauté nationale dans la mesure où il y a encore trop de manquements par rapport aux performances attendues : trop de chantiers en arrêt, problèmes dans l'octroi des bourses d'études, des conflits fonciers récurrents, des déficits hydriques et électriques permanents, des détournements des deniers publics maintenus, etc.

Par souci d'efficacité et de performance, l'Etat doit donc se doter de leviers lui permettant à la fois d'exercer une véritable tutelle stratégique, et d'être crédible dans son rôle :

- le rapport de force entre les organes de contrôle et de régulation, et leurs tutelles doit être rééquilibré;

- l'Etat doit être crédible dans son exercice de la tutelle, en s'engageant sur les moyens de ces organes et en leur apportant une réelle valeur ajoutée ;

- la réduction des fortes asymétries d'informations entre l'Etat et ses agences, qui est une condition nécessaire à l'exercice d'une tutelle stratégique supposant notamment une plus grande mobilité des agents.

De notre point de vue, l'opportunité et les modalités de recours à des agences n'ont pas relevé d'une stratégie d'ensemble cohérente. Certes la création d'agence présente certains avantages, en particulier, grâce à leur spécialisation. Une agence est jugée plus efficace pour la fourniture industrialisée de services publics aux usa-

gers.

Par ailleurs, elle facilite l'internalisation des compétences – ce que l'administration « classique » ne permet pas toujours – et le développement d'une expertise.

Cependant, les avantages et les contre avantages que l'on attendait de la création de ces organes n'ont jamais été clairement explicités. La plupart des agences ont été ainsi créées de façon ponctuelle, sans cohérence d'ensemble, et sans réflexion systématique sur leurs conséquences pour le reste de la sphère publique.

Du fait de cette absence de stratégie globale, des problèmes de gestion publique se posent désormais :

- dans certains champs de politiques publiques, les acteurs apparaissent nombreux, et la répartition

des compétences fixées par les textes législatifs et réglementaires n'est pas toujours suffisamment précise pour éviter les frottements ;

- les agences de petite taille n'ont pas la masse critique suffisante leur permettant d'exercer leur mission de manière efficiente ;

- les agences dotées de la personnalité morale posent d'importants problèmes de gestion publique : leur insertion dans leur politique publique de rattachement n'est pas toujours satisfaisante, leur gestion n'apparaît plus suffisamment efficiente et, en dérogeant aux principes d'unité et d'universalité budgétaires, elles peuvent être à l'origine de phénomènes de débudgetisation massifs;

- enfin, dans certains ministères fortement démembrés, les fonc-

tions de conception de politique publique et d'exécution ne sont parfois pas clairement dissociées, ce qui peut conduire à des conflits institutionnels, à des doublons ou des inefficiences de gestion.

En définitive, en l'absence de stratégie, l'Etat paraît ainsi allé trop loin dans son démembrement. Il doit désormais rationaliser le paysage de ses organes de régulation et de contrôle, notamment ses agences. La conduite d'audits transversaux examinant, par blocs de politique publique, la pertinence du paysage actuel, devrait être envisagée afin d'éviter que ne perdurent certains organes de régulation, certains organes de contrôle et certaines autres agences publiques à l'efficacité ou à l'utilité contestée.

Dr Jonathan
NDOUTOUME NGOME,
Maître Assistant des universités

GRILLE TARIFAIRE DE POTENTIEL

	DESIGNATION	TARIF
PETITES ANNONCES (PAP)	Rubrique Potentiel Fouineur Rubrique Potentiel Immobilier + Photo toutes rubriques PAP	Les petites annonces sont gratuites
PETITES ANNONCES (PAC)	Module Potentiel avis tous les signes Module Potentiel à la une tous les 25 signes + Photo Potentiel avis + Photo Potentiel à la une	1 000 F 3 200 F 5 200 F 10 500 F
FRAIS TECHNIQUES DE CREATION DE MAQUETTE	Formats Oreille, Bandeau, 1/8, 1/6, 1/5, 1/4 et 1/3 de page Format 1/2 page de Couverture Format 2è de Couverture la page Format, Double page centrale	30 200 F 70 300 F 140 500 F 250 300 F
EMPLACEMENTS DE COUVERTURE	Oreille de couverture Première de couverture Bandeau 2ème de couverture	99 000 F 520 000 F 253 000 F 983 000 F
EMPLACEMENTS INTERIEURS	1/8 page 1/6 page 1/5 page 1/4 page 1/3 page 1/2 page 1 page Double page centrale	82 600 F 90 000 F 120 000 F 160 900 F 210 000 F 295 000 F 610 000 F 983 300 F

MARCHES FINANCIERS ET BOURSIERS

Devises		Matières 1ères		Bourses			Opportunités d'affaires
1 USD	487,377 FCFA		Coût de l'échange	CAC 40	4436.08	29/10/14	→ Le géant français Air Gabon envisage de créer une ligne qui va rallier directement Port-Gentil à Paris.
1 EUR	655,896 FCFA	Or	1309.20 \$/t	DOW JONES	16245.87	29/10/14	
1 MAD	58.45 FCFA	Argent	19.56/USD/once				→ La deuxième foire agricole de Libreville s'ouvre ce jeudi 30 octobre. Plus de 400 exposants sont attendus pendant cet évènement.
1 GBP	824,298 FCFA	Café	2.04/USD/livre	Baril de pétrole	Prix	Date	
100 CHF	55589,6 FCFA	Cacao	2895 USD/t	BRENT	99.48	29/10/14	
100 ZAR	4479,82 FCFA						
1 CAD	444,001 FCFA						

Analyse de presse

OÙ EST PASSÉ LE CONCOURS MISS GABON

Dans une interview exclusive accordée à notre confrère GABONECO, le secrétaire général de l'association défis de femmes, Serge Abessolo, tient à rassurer l'opinion nationale et internationale sur la tenue de l'élection miss Gabon. Selon le secrétaire général, « les inscriptions vont démarrer sous peu. La Demi-finale est prévue pour décembre et la finale est quant à elle programmée pour janvier. » Cette déclaration de Serge Abessolo vient mettre fin aux rumeurs qui annonçaient l'enterrement de l'élection miss Gabon et permet aux protagonistes de se préparer en conséquence.

LES PANTHÈRES FONT UN BOND EN AVANT

Après une double confrontation plus que satisfaisante face aux étalons du Burkina Faso, les panthères sont montées d'un cran puisqu'elles passent de la 102e à la 67e place mondiale du classement FIFA et se situe désormais à la 16e place dans le classement africain. Ce bond en avant de l'équipe fanion du Gabon est à mettre à l'actif des joueurs et du staff technique qui ont véritablement mouillé le maillot pour porter plus haut les couleurs du pays. Vivement que les poulains de Jorge Costa continuent dans cette lancée pour maintenir le cap contre l'Angola et le Lesotho.

CONSTITUTION EN DANGER EN AFRIQUE

Dans sa parution du lundi 27 octobre, notre confrère du journal l'AUBE jette un regard critique sur les manipulations constitutionnelles en Afrique. En effet, il est de notoriété publique qu'en Afrique la loi fondamentale a perdu sa valeur puisque que les politiques l'amendent à tout bout de champs pour assouvir leur soif effrénée du pouvoir. L'hebdomadaire prend en exemple le pays des hommes intègres où la constitution pourrait être modifiée à des fins électoralistes. Cette attitude au rabais qu'adopte souvent les pays africains participe fortement à la dégradation de l'image des pays africains sur la scène internationale.

EBOLA : NOUVELLE FRACTURE NORD/SUD

Selon notre confrère LE TEMOIN dans sa dernière parution, la fracture nord/sud pourrait davantage s'aggraver avec la propagation du virus Ebola. En effet, quelques pays occidentaux tels que la France et les États-Unis sont touchés par cette maladie virale qui ne cesse de prendre des proportions inquiétantes. Si rien n'est fait pour bouter au plus vite cette maladie, on risque d'assister à la prise des mesures très drastiques de la part des occidentaux en matière d'immigration.

DÉBUT DE LA FOIRE AGRICOLE DE LIBREVILLE

La deuxième foire agricole de Libreville aura lieu ce jeudi 30 octobre. Cet événement permettra de valoriser le secteur agricole qui est encore à l'état embryonnaire au Gabon. Quatre jours durant, le public gabonais pourra découvrir la richesse de la terre gabonaise à travers les produits qui seront exposés à cet effet. Notons que l'ouverture de cette foire se fera en présence du premier ministre, Daniel Ona Ondo, comme nous le rapporte notre confrère GABON REVIEW.

DÉCOUVERTE DE GAZ EN EAU PROFONDE

Selon notre confrère de la presse en ligne Gabon PAGE, le groupe anglo-néerlandais SHELL aurait découvert du gaz dans les eaux profondes du Gabon. Foré à plus de 2110 mètres de profondeurs, le nouveau puits foré a révélé une colonne substantielle de gaz avec près de 200 mètres de gaz net dans un réservoir pré-salifère. Si cette nouvelle découverte de gaz est confirmée, elle pourrait certainement aider notre pays à combler son déficit énergétique.

Steve MOUNGUENGUI

Potentiel agenda

2005 - 2015 JUBILE DES 10 ANS D'EXISTENCE DE L'IHEM

PROGRAMME ANNIVERSAIRE :

DU LUNDI 9 AU SAMEDI 14 FÉVRIER 2015

● **REMISE DE DONS DANS LES DIFFÉRENTS ORPHELINATS DE LIBREVILLE;**

● **GRANDE KERMESE FESTIVE, JEUX, KARAOKÉ, TOURNOI DE FOOTBALL DU LEADERSHIP ;**

● **CONFÉRENCES D É B A T S , CONSULTATIONS ET DÉPISTAGES GRATUITS DE L'HYPERTENSION ET DU DIABÈTE ;**

● **REMISE DE DIPLOMES AUX 1400 LAURÉATS DES PROMOTIONS 2005 À 2015 ;**

● **SOIRÉE SPÉCIALE IHEM AVEC CONCERT GÉANT.**

La rédaction

CEMAC CONSULTING

CABINET D'EXPERTISE EN MANAGEMENT ET COMMUNICATION

CABINET CONSEIL EN GESTION DES ENTREPRISES ET DES ADMINISTRATIONS



MARKETING - ADMINISTRATION & GESTION DU PERSONNEL

COMMUNICATION - COMPTABILITE - FINANCE

REPRESENTATION

FORMALITES ADMINISTRATIVES ET COMMERCIALES

FORMATION - BUREAUTIQUE - INFORMATIQUE

EDITION - PRESTATIONS DIVERSES

Situé derrière les eaux et forêts entrée face à Promo Gabon

B.P. : 26764 Libreville - Gabon Tél. : +241 04 54 34 73

Email : cemaconsulting@yahoo.fr - Site web : www.ihem-gb.org



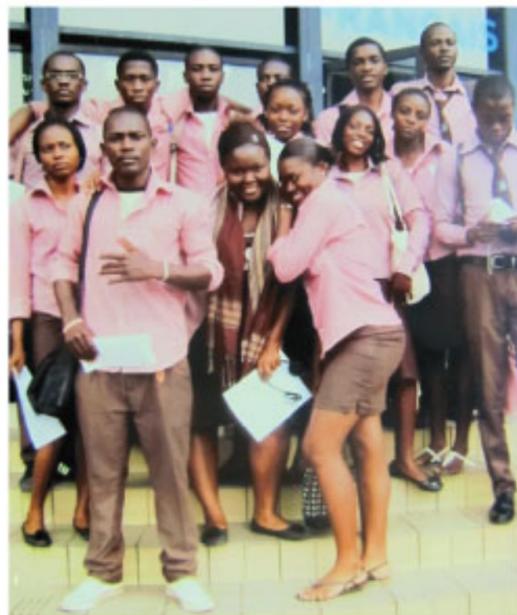
Lycée Privé de l'Excellence

Le Lycée Privé de l'Excellence :
un cadre agréable, un suivi au quotidien, un personnel performant, une pédagogie au service du développement.



Rentrée Scolaire

2014 - 2015



Au Lycée Privé de l'Excellence, nous sommes toujours plus proches de vous.

Résultats satisfaisants aux examens officiels

Pour tous renseignements, service de la scolarité
sis aux feux tricolores de la Peyrie

B.P : 26.764 - Tél. : (+241) 05 51 36 18 Libreville - Gabon
Site web : www.ihem-gb.org

Les inscriptions se poursuivent.

Début des cours **1er octobre 2014**

AFRICA BTP Engeneering

GENIE CIVIL & TRAVAUX PUBLICS TOUS CORPS D'ETAT



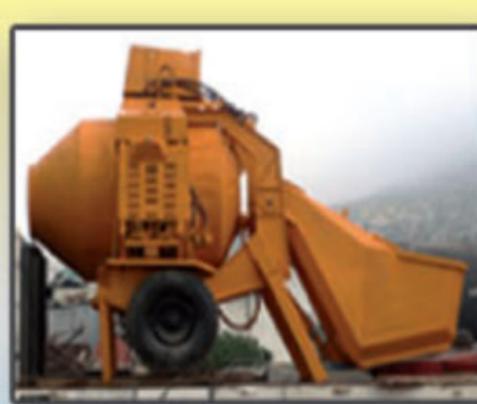
Résidence privée



Aménagement de chaussées



Grue



Bétonnière de chantier

CONSTRUCTION ET ENTRETIEN BATIMENT

- Maçonnerie;
- Electricité;
- Plomberie;
- Etanchéité;
- Carrelage;
- Menuiserie aluminium;
- Menuiserie bois;
- Peinture;
- Toiture et Couverture;
- Climatisation;
- Voiries;
- Réseaux divers.

CONSTRUCTION INDUSTRIELLE

- Construction métallique;
- Hangars;
- Usines;
- Complexes industriels.

CONSTRUCTION D'OUVRAGES D'ART

- Ponts et Chaussées;
- Monuments...

CONSTRUCTION D'AERODROMES.

CONSTRUCTION, AMENAGEMENT,
RENOVATION ET ENTRETIEN DES ROUTES

Rond point pavés de MINDOUBE 2

Tél.: 0341 9975 / 0441 8349 / 0454 3473 Libreville

Email: africabtpengeneering@yahoo.fr - Site web : www.ihem-gb.org

Le développement de l'Afrique
avec AFRICA BTP Engeneering.